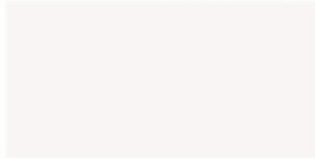


PRÉFET D'INDRE-ET-LOIRE

PRÉFECTURE

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES
ET DE L'AMÉNAGEMENT

Bureau de l'aménagement du territoire
et des installations classées



arrete levee tempo sup autocast
2017.cdt

ARRETE

portant levée partielle et temporaire
de servitudes d'utilité publique
au droit du site anciennement exploité
par la société AUTO CAST sur la commune de Bléré

N° 20513

(référence à rappeler)

Le Préfet d'Indre-et-Loire, chevalier de la Légion d'honneur,

- VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 515-8 à L. 515-12, R. 515-24 et R. 515-31 ;
- VU l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du code de la santé publique ;
- VU la circulaire du 8 février 2007 relative aux sites et sols pollués – Modalités de gestion et de réaménagement des sites et sols pollués ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 19555 en date du 27 septembre 2012 portant institution de servitudes d'utilité publique au droit du site précédemment exploité par la société AUTO CAST à Bléré ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 20389 en date du 16 septembre 2016 portant levée partielle et temporaire des servitudes d'utilité publique au droit du site anciennement exploité par la société AUTO CAST à Bléré ;
- VU la demande présentée le 10 mai 2017 par la mairie de Bléré sollicitant la levée temporaire des servitudes d'utilité publique pour l'organisation d'un projet d'animation intitulé «Septembre à la fonderie», dont les différents événements (forum des associations, récital de piano, festival de théâtre «Jour de fête» et festival dit «Opéra de poche») auront lieu du 2 septembre au 1^{er} octobre 2017 ;
- VU le rapport IDDEA IC140353, version B en date du 17 décembre 2014 – Étude historique, documentaire et mémorielle ;
- VU le rapport IDDEA IC140353, version A en date du 20 janvier 2015 – Diagnostic environnemental des sols ;
- VU le rapport IDDEA IC150111, version A en date du 30 juin 2015 – Diagnostic environnemental complémentaire sur les milieux sols, eaux souterraines, gaz du sol et air ambiant ;
- VU le rapport IDDEA IC150111/IC150342, version A en date du 24 septembre 2015 – Diagnostic environnemental complémentaire sur les milieux sols, eaux souterraines, gaz du sol et air ambiant ;
- VU le rapport IDDEA IC150342, version A du 01 février 2016 – Évaluation quantitative des risques sanitaires ;
- VU l'avis de l'agence régionale de la santé Centre-Val de Loire en date du 28 juin 2016 ;
- VU l'avis et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 31 juillet 2017 ;



CONSIDERANT la compatibilité du projet avec l'état du site et les caractéristiques de l'ancien bâtiment de trempe, sous réserves du respect de certaines dispositions ;

CONSIDERANT le caractère temporaire du projet déposé par la mairie de Bléré ;

CONSIDERANT les recommandations définies par le cabinet IDDEA dans son étude quantitative des risques sanitaires du 1^{er} février 2016;

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de compléter ces recommandations par des dispositions destinées à limiter les conditions d'accès au reste du site, compte tenu des risques encore présents ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} – OBJET

Les servitudes d'utilité publique prescrites par l'arrêté préfectoral n° 19555 du 27 septembre 2012 sont temporairement et partiellement levées dans le cadre du projet défini ci-après.

Sous réserve du respect des prescriptions définies à l'article II, la mairie de Bléré est autorisée à réaliser les événements prévus dans son courrier de demande du 10 mai 2017, à savoir :

- forum des associations le 2 septembre 2017,
- récital de piano à 4 mains le 9 septembre 2017,
- festival de théâtre «Jours de fête» et journées du Patrimoine les 15 et 16 septembre 2017,
- festival «Bléré Opéra de poche» les 29 et 30 septembre et le 1^{er} octobre 2017.

Ces événements ont lieu dans l'ancien bâtiment de trempe, précédemment exploité par la fonderie AUTO CAST, situé sur les parcelles 46, 327 et 328, section AB de la commune de Bléré. (cf. plan situé en annexe 1 du présent arrêté).

Le présent arrêté est valable pendant la période concernée par les différents événements listés ci-dessus à savoir du 15 août au 15 octobre 2017.

ARTICLE 2 – PRESCRIPTIONS APPLICABLES

1. L'accès du personnel et du public est restreint à l'emprise des parcelles définie en annexe 1 du présent arrêté, nécessaire à la réalisation des spectacles. Un dispositif (de type grillage ou barrières), convenablement dimensionné, est mis en place afin d'interdire au public l'accès au reste du site.
2. Sur les parties extérieures :
 - les dalles bétons, les pavés et les gravillons en place, qui permettent de limiter le contact direct et régulier des personnes avec les sols, sont maintenus. En cas de démantèlement des dalles, des pavés ou des gravillons (ou de la remise en cause de leur intégrité notamment par le passage de véhicules), un géotextile/grillage avertisseur est mis en place et recouvert de 30 cm de terres végétales saines (ces terres respectent notamment les teneurs en métaux présentées en annexe 2) ;
 - les aires avec des espaces verts en place sont recouvertes d'un géotextile/grillage avertisseur puis de 30 cm de terres végétales saines, respectant notamment les teneurs en métaux présentées en annexe 2 ;
 - en cas de réalisation de travaux, les terres excavées font l'objet d'une caractérisation et d'un transfert dans une installation dûment autorisée en fonction de leurs caractéristiques.
3. Le cloisonnement du bâtiment, de même que toutes modifications sur la structure du bâtiment, sont interdits.
4. Tous travaux effectués sur le bâtiment (isolement,...) doivent être conduits en veillant à conserver un taux de renouvellement d'air minima identique à celui pris en considération dans les calculs de risques sanitaires.
5. Les équipements sanitaires présents sur le site ne sont pas utilisés. En cas de besoin, un bungalow sanitaire, directement raccordé au réseau public hors site, est mis en place lors de l'événement concerné.
6. Toute utilisation d'éventuel points d'eau en place sur site est interdit. Cette interdiction peut être levée sous réserve de la réalisation d'analyse démontrant leur compatibilité avec les seuils de potabilité définis par l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du code de la santé publique.

ARTICLE 3

Les dispositions du présent arrêté ne sont valables que pour le projet défini à l'article 1^{er} et sous réserve des dispositions de l'article 2. Toute occupation du bâtiment pour un autre usage devra faire l'objet de nouvelles investigations quant à la compatibilité du projet avec l'état du site.

ARTICLE 4

Le présent arrêté sera notifié au maire de Bléré et à la présidente de la communauté de communes Bléré-Val de Cher.

Il sera annexé au plan local d'urbanisme de la commune de Bléré dans les conditions prévues à l'article L. 151-43 du code de l'urbanisme.

Le présent arrêté sera affiché en mairie de Bléré pendant une durée d'au moins un mois, et il sera justifié de cette formalité par un certificat du maire adressé au préfet.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 5

Le secrétaire général de la préfecture d'Indre-et-Loire, le maire de Bléré et l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant par lettre recommandée avec avis de réception.

Tours, le 04 AOUT 2017

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire général,

